

3<sup>e</sup> Colloque des doctorants du Centre Jean BODIN

# L'ALÉA CLIMATIQUE & SON ÉVOLUTION, ASPECTS JURIDIQUES

Jeudi **11 avril** 2019  
de 9h à 18h  
**Amphi.**  
**Volney**

*Faculté de Droit,  
d'Économie  
et de Gestion  
Université d'Angers*  
[centrejeanbodin.univ-angers.fr](http://centrejeanbodin.univ-angers.fr)





# PROGRAMME

9h15 Allocutions d'ouverture

9h30 Propos introductifs

**Présidence du matin :** *M. Hervé RIHAL, Professeur Émérite de Droit Public à l'Université d'Angers*

**Axe 1 : La gestion de l'aléa climatique**

9h45 La planification environnementale de l'aléa climatique  
*Cyprien Dagnicourt, Doctorant en Droit Public à l'Université de Rennes I*

10h00 Les troubles climatiques à l'ordre public  
*Timothée Masson, Doctorant en Droit Public à l'Université d'Angers*

10h15 La continuité du service public face à l'aléa climatique  
*Thomas Onillon, Doctorant en Droit Public à l'Université d'Angers*

10h30 Questions et discussions

10h50 Pause-Café

11h15 Les personnes âgées face aux aléas climatiques  
*Sandrine Yamba Mfengue, Doctorante en Droit Privé à l'Université d'Angers*

11h30 La responsabilité de l'entreprise multinationale pour cause de dommages environnementaux : Aspects de droit international privé  
*Yann Legrand, Doctorant en Droit Privé à l'Université Paris II Panthéon-Assas*

11h45 Questions et discussions

12h Pause méridienne



Présidence de l'Après-midi : **M<sup>me</sup> Bérangère TAXIL**, Professeure de Droit Public International à l'Université d'Angers

**Axe 2 : La gouvernance du changement climatique**

- 13h45** L'organisation météorologique mondiale  
*Anais Auger, Doctorante en Droit Public à l'Université d'Angers*
- 14h** La Constitution de 1958 et le climat  
*Pierre Négrel, Doctorant en Droit Public à l'Université d'Angers*
- 14h15** Émissions de gaz à effets de serre et énergies vertes saisies par le droit administratif  
*Vianney Cavalier, Doctorant en Droit Public à l'Université d'Angers*
- 14h30** Le climat et le droit des contrats  
*Hugo Bruzi, Doctorant en Droit Privé à l'Université de Montpellier*

**14h45** Questions et discussions

**15h10** Pause-Café

**Axe 3 : La gestion des aléas climatiques dans le contexte du réchauffement**

- 15h30** Les îles en voie de submersion  
*Éloïse Petit-Prévost-Weygand, Doctorante en Droit Public à l'Université d'Angers*
- 15h45** Le changement climatique : une menace à la biodiversité  
*Jihenn Ben Ameur, Doctorante en Droit Public à l'Université d'Angers*
- 16h00** Enjeux climatiques et conflits armés en Afrique sub-saharienne : un dispositif juridique en perpétuel construction  
*Dorlie Kabieni Amboyi, Doctorante en Droit Public à l'Université d'Angers*
- 16h15** Le climat, préoccupation commune de l'humanité selon la Convention des NU sur les changements climatiques: quelles conséquences ?  
*Pascale Ricard, Post-Doctorante en droit public, Programme de recherche ZOMAD - Centre Jean Bodin Université d'Angers*
- 16h30** Questions et discussions



## PRESENTATION DES INTERVENANTS ET DE LEUR COMMUNICATION

### Anaïs AUGER

Doctorante en droit public au Centre Jean BODIN - Université d'Angers sous la direction de M. Yannick LÉCUYER, ATER en droit public, sa thèse et ses recherches de manière générale portent sur le droit international, le droit international des droits humains, le droit européen, les rapports de systèmes.

### L'Organisation météorologique mondiale

Créée en 1950, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) est l'une des seize institutions des Nations unies, aux côtés d'autres célèbres organisations internationales comme le Fonds monétaire international ou encore l'Organisation mondiale de la santé. Pourtant, l'OMM demeure encore aujourd'hui très discrète pour ne pas dire inconnue du grand public et n'est évoquée que (trop) rarement par les écrits doctrinaux. Il apparaît donc particulièrement pertinent de se pencher sur son activité, indispensable, en particulier à l'heure de l'urgence climatique. Elle a d'ailleurs en la matière endossée rapidement le rôle de pionnière depuis des dizaines d'années en mobilisant tous les outils à sa disposition pour faire progresser les 192 États qui la composent.



## Jihen Bouslimi BEN AMEUR

Doctorante en droit public au Centre Jean BODIN - Université d'Angers, elle prépare sa thèse sur le thème "La responsabilité des États à l'égard des crimes environnementaux transfrontaliers" sous la direction du Professeur TAILLEFAIT. Elle est également Conseillère juridique à la société JURIS-CONSULT et ancienne présidente de L'Organisation Tunisienne des Droits de de l'Homme.

### Le changement climatique : une menace à la biodiversité

Les problèmes liés à l'environnement constituent aujourd'hui une préoccupation fondamentale et nécessaire pour assurer la survie des espèces et permettre des conditions de vie décente pour les générations présentes et futures. La question du changement climatique constitue une réelle menace tant pour la vie sauvage que pour le bien-être humain, dont l'issue probable est la perte considérable d'espèces et d'habitats. Ce phénomène ne fait que contribuer à l'accélération de la disparition de la biodiversité globale, or la population mondiale, la faune et la flore ont besoin d'une révolution énergétique et climatique écologiquement solide, conduite par un régime juridique universel portant des engagements internationaux accrus sur les réductions de gaz à effets de serre afin de sauver notre planète Terre.

Quel droit pour sauver la biodiversité de la menace du changement climatique?

Pour répondre à cette question, il convient de montrer la faiblesse de la réalité juridique tant du droit public interne des États que du droit international public face aux menaces du changement climatique à la biodiversité. Malgré les acquis juridiques obtenus, des défis juridiques restent à relever en droit international de l'environnement, à cause des manquements de la coopération internationale en matière de changement climatique en droit international de l'environnement pour lutter contre la menace à la biodiversité.



## Hugo BRUZI

Doctorant en Droit Privé Économique au sein du Centre de Droit de la Consommation et du Marché (*UMR 5812 Dynamiques du Droit CNRS*) à l'Université de Montpellier, sous la direction du Professeur Daniel MAINGUY et la codirection de M. Julien ROQUE. Il est également Chargé d'enseignements et Directeur-Adjoint de la Clinique Juridique de Montpellier.

### Le droit des contrats et le risque climatique

La lutte contre le réchauffement climatique est susceptible d'avoir de nombreux effets sur les contrats en cours. En effet, face à l'urgence climatique, des évolutions légales peuvent apparaître à tout moment dans le but d'imposer aux acteurs économiques de limiter leurs émissions de CO<sub>2</sub>.

Cet effort demandé aux acteurs économiques pourrait amener des coûts supplémentaires non prévus dans les modes de production créant alors un déséquilibre économique dans les contrats en cours entre fournisseur et distributeur.

Il s'agira de mettre en perspective les conséquences juridiques du réchauffement climatique sur les contrats.



## Vianney CAVALIER

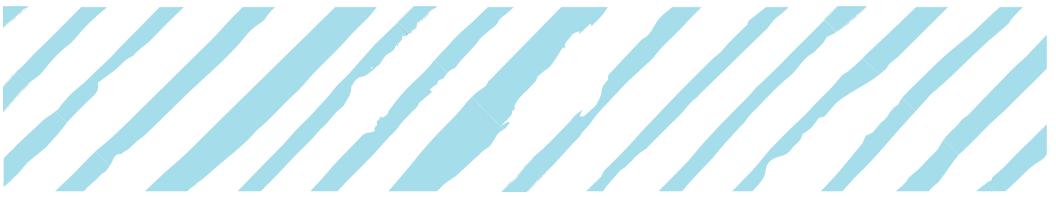
Doctorant en Droit Public au Centre Jean BODIN - Université d'Angers, sous la direction du Professeur RIHAL, sa thèse porte sur le thème des autorisations en matières hospitalières et médico-sociale. Il est également Conseiller juridique à la Région Pays de la Loire.

### Émission de gaz à effets de serre et énergies vertes saisies par le droit administratif

Le droit administratif s'inquiète depuis longtemps de la pollution que peut générer l'activité humaine.

En matière de production d'énergie, le droit administratif est particulièrement vigilant. Si la production d'énergie en France est l'une des moins carbonées du monde, il est nécessaire de réduire la part du nucléaire en raison des déchets que ce mode de production produit, et du risque que le climat fait peser sur la sécurité de ses installations.

Mais aussi utile la transition énergétique soit-elle, elle n'est pas préservée de risques juridiques et démocratiques. Ainsi la délivrance d'une autorisation environnementale, et particulièrement en matière éolienne, est-elle systématiquement attaquée devant le juge administratif à tort, ou à raison.



## Cyprien DAGNICOURT

Doctorant contractuel à l'Institut du Droit Public et de la Science Politique (IDPSP) – Université Rennes 1, sous la direction du Professeur Jacques PETIT, sa thèse porte sur la normativité du droit de l'environnement.

### La planification environnementale de l'aléa climatique

Divers instruments juridiques peuvent contribuer à une meilleure gestion de l'aléa climatique. Afin de prévenir la survenance de risques climatiques dont l'occurrence et l'intensité sont aléatoires, la planification semble particulièrement adaptée. Outil prévisionnel, elle permet l'anticipation sur le court, moyen et long terme et l'inclusion de multiples acteurs, deux conditions nécessaires à la lutte contre le changement climatique. Pour cette raison, les documents de planification environnementale permettant d'appréhender l'aléa climatique ont fleuri.

La souplesse de cet instrument présente néanmoins une contrepartie : la planification est un véritable OVNI juridique pesant sur la sécurité juridique. En cherchant à prévoir l'imprévisible, l'on risque de prévoir par l'imprévisible. La complexité engendrée par les plans et schémas a par conséquent conduit à un mouvement de simplification. Si la démarche est louable, constitue-t-elle pour autant la panacée ? Le risque d'une régression déguisée en simplification reste à craindre.



## Dorlie KABIENI AMBOYI

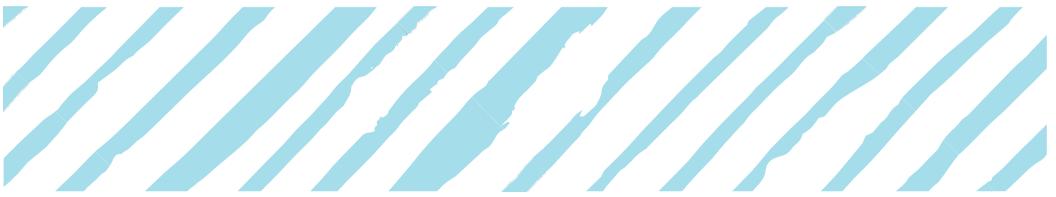
Doctorante en Droit Public international au Centre Jean BODIN - Université d'Angers et analyste-chercheuse sur les questions de paix et de sécurité en Afrique. Sa thèse sur « le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine et la conflictualité en Afrique » est dirigée par la Professeure Bérangère TAXIL et le Professeur Doyen Francisco MELEDJE (Université Felix Houphouët-Boigny de COCODY - Côte d'Ivoire).

### Enjeux climatiques et conflictualité en Afrique Sub-saharienne : un dispositif juridique en construction

Depuis plusieurs années, le débat sur les aspects sécuritaires du climat est d'actualité sur la scène internationale. Il naît dans les années soixante aux États-Unis, avec des chercheurs tels que Kaplan et Homer Dixon, qui considéraient le climat comme l'une des causes de la conflictualité grandissante en Afrique.

Si la question qui demeure est celle de la tangibilité du lien de causalité entre climat et conflictualité en Afrique, l'enjeu climatique africain est, en réalité, double du fait d'un contraste entre un climat de type saharien et un climat de type tropical.

Dès lors, la zone saharienne pose la question du réchauffement climatique, entraînant des conflits sociaux, là où les zones tropicales sont davantage exposées à la problématique de la protection des espaces forestiers, occupés par les groupements armés.



## Yann LEGRAND

Ancien étudiant de l'Université d'Angers, Il est actuellement doctorant au sein de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas. Sa thèse porte sur « la volonté tacite en droit international privé ». Elle est effectuée sous la direction du Professeur Sabine CORNELOUP.

### La responsabilité de l'entreprise multinationale pour cause de dommages environnementaux : Aspects de droit international privé

Les effets induits par le réchauffement climatique sont de plus en plus patents et ressentis de plus en plus intensément par nombre de ses victimes. Loin de concevoir le changement climatique comme une fatalité, certaines de ces victimes initient des actions en responsabilité civile à l'encontre d'entreprises multinationales, perçues comme responsables des dommages subis.

En cette matière, les actions revêtent bien souvent une dimension internationale. Par là-même, elles sont saisies par le droit international privé, qui a naturellement vocation à régir les relations entre personnes privées qui transcendent les frontières nationales. Plus précisément, par l'entremise de règles de conflit de lois, le droit international privé désigne les normes étatiques ayant vocation à trancher ces litiges internationaux. En cette matière, les règles de conflits poursuivent des objectifs particulièrement ambitieux. Elles entendent neutraliser un certain nombre de risques : risque d'une sous-régulation de l'entreprise multinationale, mais aussi risque de l'émergence d'une concurrence normative qui engendrerait à son tour une « course vers le bas ».



## Timothée MASSON

Doctorant en droit public au Centre Jean BODIN - Université d'Angers sous la direction du Professeur Félicien LEMAIRE : « Les mécanismes de la participation des citoyens à la vie politique de la nation »

Ses thèmes de recherche sont : Droit constitutionnel, Droit administratif, Droit des services publics, Citoyenneté, Démocratie.

### Les troubles climatiques à l'ordre public

S'il n'est pas douteux que l'aléa climatique est susceptible de menacer l'ordre public, déterminer les mesures de police administrative de nature à le sauvegarder ou le rétablir l'ordre public est relativement malaisé.

La police administrative, dont la responsabilité incombe notamment au maire, est normalement préventive. Mais si la loi exige du maire qu'il « prévienne, par des précautions convenables », les « accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature », elle lui impose également de les « faire cesser ».

Si les motifs qui ont conduit à organiser de la sorte ce pan de la police municipale se comprennent aisément, il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un aménagement notable du caractère normalement préventif de la police.



## Pierre NEGREL

Doctorant en droit public au Centre Jean BODIN - Université d'Angers, prépare une thèse sur "La notion de bonheur dans le droit public français" sous la direction du Professeur Félicien LEMAIRE. Ses recherches portent sur le droit constitutionnel, les libertés fondamentales, la théorie du droit.

### La Constitution de 1958 et le climat

L'éventualité de l'inscription de la lutte contre le changement climatique dans notre Constitution est, depuis plusieurs mois, une pomme de discorde.

Figurant au nombre des innovations contenues dans le projet de loi constitutionnelle « pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace », l'hypothèse divise :

Faut-il à nouveau grossir la norme suprême ?

La Charte de l'environnement n'est elle pas déjà un outil opératoire ?

À quel endroit de la Constitution faudrait-il insérer la référence à l'enjeu climatique ?

Quelles retombées contentieuses faut-il espérer - à une époque où la juridicité de la Constitution ne semble pouvoir se mesurer qu'à sa justiciabilité ?



## Thomas ONILLON

Doctorant en droit public au Centre Jean BODIN - Université d'Angers, prépare une thèse sur "la protection de l'enfance en droit européen des droits de l'homme" sous la direction de M. Yannick LÉCUYER.

### La continuité du service public face à l'aléa climatique

La continuité du service public est un des symboles de la continuité de l'État.

Comme toutes les activités humaines, le service public peut être profondément affecté par les aléas climatiques. Entre maintien et rétablissement du service public, l'État est un maillon essentiel du retour à une situation normale pour des populations qui ont parfois tout perdu.

La contribution propose de revenir sur les principes qui sous-tendent le rétablissement et le maintien du service public face à l'aléa climatique.



## Eloïse PETÏT-PRÉVOST-WEYGAN

Doctorante en droit public au Centre Jean BODIN et ATER à l'Université d'Angers, droit public sous la direction du Professeur Bérangère TAXIL intitulée « La dimension numérique de la lutte contre le terrorisme en droit international et européen ».

### Les îles en voie de submersion

Le 25 octobre 2018, l'un des îlots du nord-ouest de l'archipel d'Hawaï disparaissait après le passage de l'ouragan Walaka.

Sa submersion révèle toute la problématique posée par les conséquences de l'aléa climatique sur la réalité physique du territoire de l'État, notamment des petits États archipels particulièrement touchés par la montée des mers et des océans causée par le réchauffement climatique.

Ainsi, ces perturbations interrogent l'application du droit international aux cas de disparition partielle ou totale du territoire de l'État comme l'un de ses éléments constitutifs principaux et soulèvent d'importants enjeux en matière de délimitation territoriale et d'exercice de droits d'exploration et d'exploitation des eaux et des fonds marin.



## Pascale RiCARD

Post-doctorante à l'Université d'Angers, dans le cadre du projet Financé par la Région Pays de la Loire « ZOMAD - Un observatoire des zones maritimes disputées » dirigé par la professeure Alina MIRON et porté par le Centre Jean Bodin. Elle a réalisé sa thèse à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne sur « La conservation de la biodiversité dans les zones maritimes internationales », ainsi que plusieurs travaux dans les domaines du droit de la mer et de l'environnement.

### Le climat, 'préoccupation commune de l'humanité' selon la Convention des NU sur les changements climatiques: quelles conséquences ?

Dans sa résolution 43/53 du 6 décembre 1988 relative à la Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures, l'Assemblée générale des Nations Unies qualifie « l'évolution du climat » comme une « préoccupation commune de l'humanité, le climat étant l'une des conditions essentielles de la vie sur terre ». Cette formule a été consacrée par la suite au premier paragraphe de la Convention cadre sur les changements climatiques, adoptée le 9 mai 1992 dans le cadre de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement, qui affirme que « les changements du climat de la planète et leurs effets néfastes sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière ». Cette formulation a par ailleurs uniquement été consacrée au sujet de la conservation de la biodiversité, au sein de la Convention sur la diversité biologique adoptée au même moment.

Si elle est, a priori, dénuée de valeur juridique, contrairement par exemple à la qualification de « patrimoine commun de l'humanité » qui entraîne un régime spécifique comme c'est le cas pour les grands fonds marins internationaux, son utilisation n'est cependant pas anodine et pourrait même engendrer certaines conséquences. La contribution vise à explorer quelles sont, le cas échéant ces conséquences spécifiques.



## Sandrine YAMBA MFENGUE

Titulaire d'un Master en droit médical et de la santé, Doctorante en Droit Privé au Centre Jean BODIN - Université d'Angers et chargée d'enseignement vacataire, son sujet de thèse porte sur « le consentement de la personne vulnérable » sous la direction de la professeure Aline VIGNON-BARRAULT.

### Les personnes âgées face aux aléas climatiques

Le réchauffement climatique ne fait plus aucun doute. On assiste aujourd'hui à un changement climatique qui impacte fortement nos vies, en particulier celles des personnes âgées. Cette situation est néfaste pour la santé de ces dernières qui sont fragiles et vulnérables. C'est le cas par exemple lors de fortes canicules ou de périodes de grand froid. On peut imaginer la difficulté du droit à appréhender ce phénomène. Il est urgent que les collectivités territoriales et l'Etat évaluent l'impact de ces aléas sur les personnes âgées afin d'apporter des solutions adéquates, efficaces et effectives.

Nous ferons l'état des lieux tout en proposant des solutions.

# Doctorants 2018-2019

## du Centre Jean BODIN

NOM	PRENOM	TITRE DE LA THESE	DIRECTEUR(S) DE THESE	Section	Année
<b>ALLAIN</b>	Florian	L'impératif et le supplétif en droit des contrats	Pr. BLANCHARD Christophe	Droit Privé	1
<b>ALOULI</b>	Manar	Le statut de la Charia dans les constitutions égyptienne et syrienne.	Pr. LEMAIRE Félicien	Droit Public	5
<b>AMIAUD</b>	Mathilde	Vieillessement et Droit – Etude de Droit Privé	Pr. VIGNON-BARRAULT Aline	Droit Privé	1
<b>ATTADEJJI</b>	Emile (Koffi)	La CEDEAO et la gestion des conflits en Afrique sub-saharienne	Pr. MIRON Alina	Droit Public	2
<b>AUGER</b>	Anais	Les droits des femmes en contentieux international des droits de l'Homme (modification en cours)	M. LÉCUYER Yannick	Droit Public	4
<b>BANDOKI</b>	Serge (Jean Prosper)	Le service public face à la concurrence internationale	LONG MARTINE	Droit Public	1
<b>BEN AMEUR</b>	Jihen	La responsabilité des Etats à l'égard des crimes environnementaux transfrontaliers	Pr. TAILLEFAIT Antony Pr. CHIKHAOUJ Leila (U. Carthage TUNISIE - Cotutelle)	Droit Public	2
<b>BIRAND CINAR</b>	SENIHA	L'effectivité de la protection des Droit de l'Homme en cas d'application extra-territoriale de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.	Pr. MIRON Alina	Droit Public	1
<b>BOINIER</b>	Robert	Le dépôt dématérialisé	Pr. BLANCHARD Christophe	Droit Privé	4
<b>BOISSEAU</b>	Bertille	Vertu et Fortune dans la pensée politique, la doctrine juridique et les discours judiciaires en France au XVIème siècle.	Pr. HAUTEBERT Joel Pr. AIMERITO Francesco (U. Del Piemonte Orientale ITALIE)	Histoire du Droit	3
<b>BOUBKER</b>	Abdelaziz	Aspects préventifs du droit pénal (titre provisoire)	Pr. BLANCHARD Christophe	Droit Privé	3
<b>BOUZID</b>	Rachid	Le contrat à l'épreuve de nouvelles technologies d'information et de communication	Mme RENAUD-DUPARC Caroline Mme DESVAUX-BERNHEIM Sabine	Droit Privé	soutenue 09/01/2019
<b>CAVALIER</b>	Vianney	Les autorisations en matières hospitalières et médico-sociale.	Pr. RIHAL Hervé	Droit Public	4
<b>CISSE</b>	Mamadou	Le principe de non tutelle à l'épreuve des lois de décentralisation	Mme LONG Martine	Droit Public	3
<b>COJOCARU-MUNTEANU</b>	Irina-Daniela	Le statut des habitants des territoires ayant fait l'objet d'un transfert de souveraineté post-conflit ou dont la souveraineté est contestée.	Pr. MIRON Alina	Droit Public	3
<b>DE GREGORIO</b>	Vincenzo	Contrats publics, innovation et smart cities.	Pr. TAILLEFAIT Antony Pr. AUBY Jean-Bernard (Science-Po Paris)	Droit Public	4
<b>DJALLO</b>	Alpha	Les relations économiques des entités à statut étatique contesté	Pr. MIRON Alina	Droit Public	2
<b>DJONDO</b>	Akuété	L'arbitrage dans les contrats des personnes morales de droit public: Etude comparée entre le droit français – droit ouganda	M. TESSON Fabien	Droit Public	1
<b>DOUMOUYA</b>	Tiémoko (Yannick)	Les règles d'encadrement des finances publiques nationales et régionales en droit français et espagnol.	Pr. RIHAL Hervé	Droit Public	5
<b>GHANAVIZCHI</b>	Ahmad	Les sanctions autonomes en droit international	Pr. MIRON Alina Pr. MBENGUE Makane Moïse (U. Genève SUISSE - Cotutelle)	Droit Public	3
<b>HAMADOU NAMARY</b>	Hassane	Garanties des droits politiques et société civile au Niger : vers une participation citoyenne plus effective ?	Mme LONG Martine M. CHATON Gwendal Université Rennes 1	Droit Public	2
<b>HÉTREAU</b>	Emilie	L'accueil des réfugiés en Europe : étude comparée des systèmes juridiques	Pr. TAXIL Béatrice Mme D'HALLUIN Estelle (U. Nantes)	Droit Public	2
<b>KABIENI AMBOYI</b>	Dorlie	Le Conseil de Sécurité et de Paix de l'Union Africaine et la conflictualité en Afrique.	Pr. TAXIL Béatrice MELEDE Djeffro. F. (U. Felix Houphouët-Boigny de Coccody - CÔTE d'IVOIRE)	Droit Public	3

## NOM

## PRENOM

## TITRE DE LA THESE

## DIRECTEUR(S) DE THESE

## Section

## Année

<b>KABORE</b>	Christelle	Étude sur le processus d'établissement de la zone de libre-échange tripartite africaine.	Pr. TAXIL Bérangère Pr. CAZALA Julien (CRJP-U, Orléans) Pr. SOMA Abdoulaye (ag. du CAMES - BURKINA FASO)	Droit public	3
<b>KIGNAMAN-SORO</b>	Fanta (Kpanan)	La réfaction du contrat, à la lumière de l'ordonnance 2016-131 du 10 février 2016, portant réforme du Droit des contrats du régime général et de la preuve des obligations.	Pr. VIGNON-BARRAULT Aline	Droit Privé	3
<b>LANDRY</b>	Guillaume	Exclusion et cessation du droit d'asile.	Pr. TAXIL Bérangère	Droit public	4
<b>LECOCQ</b>	Frédérique	Reconnaissance de la valeur professionnelle des agents publics et récompense du mérite par les médailles dans la fonction publique.	Pr. TAILLEFAIT Antony	Droit public	5
<b>LEVEAU</b>	Rémi	Un droit électoral professionnel : étude comparée entre système politique et droit du travail.	Pr. GAURIAU Bernard	Droit Privé	5
<b>MADI</b>	Mohamed Takl	Les autorités de fait en droit international.	Pr. TAXIL Bérangère	Droit public	3
<b>MAMMADOV</b>	Absalam	L'Azerbaïdjan devant la Cour européenne des droits de l'homme	M. LÉCUYER Yannick	Droit public	2
<b>MARY</b>	Nicolas	Peopolisation et présidentialisation sous la Vème République	M. HOURMANT François	Science politique	6
<b>MASSON</b>	Timothée	Les mécanismes de participation des citoyens à la vie politique de la nation	Pr. LEMAIRE Félicien	Droit public	2
<b>MAUDET</b>	Sylvain	Le financement du service public de gestion des déchets. Quelles modalités pour quelles finalités ?	Mme LONG Martine	Droit public	3
<b>MORIN</b>	Adeline	L'approche juridique de l'anxiété	Pr. GAURIAU Bernard	Droit Privé	3
<b>MUHIYA-MBAYO</b>	Maurice	La norme technique.	Mme LONG Martine	Droit public	4
<b>NDIAYE</b>	Ibrahima Pierre	Le droit des étrangers incarcérés et de leur famille.	Pr. RIHAL Hervé	Droit public	5
<b>NEGREL</b>	Pierre	La notion de bonheur dans le droit public français	Pr. LEMAIRE Félicien	Droit public	2
<b>ONILLON</b>	Thomas	La protection de l'enfance en droit européen des droits de l'homme	M. LÉCUYER Yannick	Droit public	2
<b>PETIT-PRÉVOST-WEYGAND</b>	Eloïse	La dimension numérique de l'antiterrorisme en droit international et européens	Pr. TAXIL Bérangère	Droit public	4
<b>PHILIPPE</b>	Alain	« le régime juridique des hospitalisations sous contrainte des personnes atteintes de troubles mentaux ».	Pr. TAILLEFAIT Antony	Droit public	1
<b>REEVES</b>	Joseph	L'animal en droits international et européens.	Pr. TAXIL Bérangère Pr. BOISSON DE CHAZOURNES Laurence (U. Genève SUISSE)	Droit public	5
<b>ROUSSEAU</b>	Denis	Les opérations non translatives sur créance.	Pr. JULIENNE Maxime	Droit Privé	4
<b>RUBAGOTTI</b>	Eroan	La liberté de choisir son cocontractant en droit privé	Mme DESVAUX-BERNHEIM Sabine	Droit Privé	soignée 29/03/2019
<b>SANOH</b>	Ahmed Therna	La notion de bien-être dans le droit public guinéen	Pr. LEMAIRE Félicien	Droit public	1
<b>SZLOVIK</b>	Maeva	Les migrations économiques en droit international : exemple ibéroaméricain	Pr. TAXIL Bérangère Pr. CARDONA LLORENS Jorge (U. Valence ESPAGNE Cotuille)	Droit public	9
<b>TIEHI</b>	Elisée Judicaël	Les droits procéduraux devant la Cour pénale internationale : essai critique sur le régime de participation des victimes	Mme DUPARC Caroline	Droit public	1
<b>VACHER</b>	Valentin	Le bien-être dans la fonction publique territoriale	Pr. CJAMPI Annales (U. di Verona ITALIE)	Droit public	2
<b>YAMBA MEENGUE</b>	Sandrine	Consentement de la personne vulnérable	Pr. VIGNON-BARRAULT Aline	Droit Privé	1

**Centre Jean Bodin**  
**Recherche Juridique et politique**  
Faculté de droit, d'économie et de gestion  
13 allée François Mitterrand - BP 13 633  
49036 ANGERS

**[centrejeanbodin.univ-angers.fr](http://centrejeanbodin.univ-angers.fr)**

**Responsables scientifiques :**  
Timothée MASSON et Thomas ONILLON

**Contact**  
Pierre SECOUÉ  
Réfèrent du Centre Jean BODIN  
Tél. : 02 41 96 21 17  
[secretariat.cjb@contact.univ-angers.fr](mailto:secretariat.cjb@contact.univ-angers.fr)